La Grande Conversation

*La revue de **Terra Nova***

Lula au Brésil a brisé le rêve de l'extrême droite dans le monde

Monde

Par Luiz Awazu Pereira da Silva

Professeur à Sciences-Po Paris et à la London School of Economics. Ancien Directeur Général Adjoint de la Banque des Règlements Internationaux et ancien Vice-Gouverneur de la Banque Centrale du Brésil

Publié le 2 novembre 2026

Devancé au premier tour de l'élection présidentielle, le Président Lula a gagné sa réélection en progressant de plus de10 millions de voix, contre moins de 4 millions de voix supplémentaires à son adversaire. Cette mobilisation sans précédent de l'électorat reflète l'importance que revêtait cette élection pour le pays. C'est également un rappel important que la vague autoritaire populiste peut être arrêtée.

Les opinions de ce texte sont strictement personnelles.

Il est possible de battre l'extrême-droite et ses idées, démocratiquement, par les urnes. Le 25 octobre 2026, Lula a été réélu président du Brésil avec 64,3 millions de voix (51,8 %),

contre 59,8 millions (48,2 %) à Flávio Bolsonaro[1]. L'écart est de 4,4 millions de voix. Le résultat inverse de celui du premier tour, où Flávio avait devancé Lula, avec 56,1 millions de voix contre 53,9 millions. C'est la première fois dans l'histoire des élections présidentielles brésiliennes qu'un candidat arrivé deuxième au premier tour remporte le second.

Comment Lula a-t-il transformé ce retard en victoire ? Et que révèle le scrutin sur la capacité d'une mobilisation démocratique à contenir l'extrême droite, au Brésil comme au-delà ? Dans un pays et un monde polarisés, cette élection éclaire autant la nature de l'extrême-droite bolsonariste que les défis d'une victoire progressiste.

1. Une « remontada » électorale inédite

Au premier tour, Flávio Bolsonaro avait recueilli 47 % des suffrages exprimés, contre 45 % à Lula, soit une avance d'environ 2,2 millions de voix. Les autres candidats essentiellement de droite avaient réuni plus de 9 millions de suffrages : le report de leur voix constituait donc un enjeu majeur du second tour.

La plupart des sondages publiés après le premier tour semblaient confirmer l'avantage de Flávio. Le sondage Datafolha du 8 octobre le donnait à 52 % des votes valides, contre 48 % à Lula ; l'AtlasIntel, publié le lendemain, estimait l'écart à 53 % contre 47 %[2]. Ces chiffres étaient toutefois des estimations, souvent proches de la marge d'erreur.

Le 25 octobre, Lula a pourtant obtenu 10,4 millions de voix de plus qu'au premier tour ; Flávio en a gagné environ 3,7 millions. La participation est passée d'environ 79 % à 81 %, tandis que l'abstention reculait de 21 % à 19 %. Les votes blancs et nuls ont eux aussi diminué, d'environ 6 millions à 4 millions.

Les voix supplémentaires de Lula proviennent à la fois de reports de suffrages, d'une participation accrue et peut-être de changements de vote. Pour comprendre la remontée, il faut donc revenir un peu en arrière.

2. La montée de l'extrême droite : une dynamique mondiale et latino-américaine

La réélection de Lula intervient dans une période de progression des forces nationalistes et populistes d'extrême droite dans plusieurs démocraties. Le rapport 2026 de l'institut V-Dem décrit un recul global de la démocratie, tandis que le Pew Research Center observe que les partis populistes de droite sont désormais durablement installés dans le paysage politique de nombreuses régions. Les États-Unis eux-mêmes connaissent, selon V-Dem, une dégradation récente de leurs indicateurs démocratiques[3]. La victoire brésilienne prend ainsi place dans un contexte où le rapport de force entre démocratie libérale et autoritarisme électoral est devenu une question centrale.

En Amérique latine, cette dynamique se traduit par des succès récents de candidats de droite et d'extrême droite en Argentine et en Équateur, puis au Pérou et en Colombie. Les préoccupations liées à la sécurité, à la criminalité et à l'économie ont contribué à ces percées. Mais les alternances reflètent aussi le mécontentement envers le pouvoir en place avec des exceptions : le Mexique et l'Uruguay ont reconduit ou élu des gouvernements de gauche.

Le Brésil illustre cette complexité. Lula a remporté la présidentielle, mais cette victoire ne signifie pas que l'extrême droite a disparu ni que le pays s'est déplacé durablement à

gauche. Les résultats législatifs dessinent eux aussi un paysage politique où les forces conservatrices restent puissantes[4].

3. Le « bloc historique » de la vague : Trump, plateformes numériques et alliances intérieures

L'extrême-droite a en effet réussi à constituer un « bloc historique », au sens gramscien, au-delà d'un simple rassemblement électoral. Il s'agit d'une coalition entre un leadership politique, des intérêts économiques, des réseaux de communication et des groupes sociaux, unis par des récits communs. Au Brésil, le bolsonarisme a ainsi agrégé des forces conservatrices diverses autour de thèmes comme l'ordre, la sécurité, la religion et la défense de la propriété et de la « famille traditionnelle »[5].

Les liens avec Donald Trump donnent à cette dynamique une dimension internationale. Pendant la campagne, l'administration américaine a imposé de nouveaux droits de douane sur des produits brésiliens[6]. Flávio Bolsonaro et son frère Eduardo ont défendu une ligne de rapprochement avec, voire de soumission à Washington, notamment en soutenant la désignation de factions criminelles brésiliennes comme organisations terroristes étrangères — une mesure acceptée par l'administration Trump et rejetée par Lula, qui y voyait une ingérence. Ces épisodes illustrent le chevauchement entre stratégie de sécurité, alliances politiques et rapports de force économiques.

Les plateformes numériques constituent un autre terrain de cette convergence. Elles servent à diffuser des messages, mobiliser des communautés et orienter les conversations politiques ; les canaux de WhatsApp, en particulier, ont été

utilisés par les deux campagnes. Mais leur rôle a aussi suscité des controverses. Selon des messages internes rapportés par le quotidien *Folha de S.Paulo*, Meta aurait reconnu des restrictions affectant la portée de comptes de Lula, tandis que des comptes de Flávio étaient recommandés[7]. Meta a contesté l'interprétation politique de ces échanges et affirmé que les difficultés relevaient de problèmes techniques.

Cette coalition s'appuie aussi sur des réseaux intérieurs influents : secteurs de l'agro-industrie, marchés financiers, responsables politiques favorables à une approche punitive de la sécurité et dirigeants évangéliques. Leur convergence se construit autour de l'anti-Lula avec des intérêts parfois contradictoires : un alignement plus étroit sur Washington pourrait ainsi compliquer les relations avec Pékin et fragiliser des intérêts commerciaux concrets — notamment dans l'agro-industrie, dont les exportations vers la Chine sont considérables.

Cette tension traverse donc ce bloc : le discours bolsonariste invoque la patrie et la souveraineté, tout en recherchant l'appui politique de Washington. La campagne de Lula a cherché à faire de cette contradiction un enjeu du scrutin. Le résultat montre toutefois que ces alliances, malgré leur puissance, n'ont pas suffi à assurer la victoire de Flávio.

4. Les difficultés de la gauche, au Brésil et ailleurs

La victoire de Lula ne signifie pas que la gauche ait surmonté l'usure du pouvoir ni les déceptions d'une partie de l'électorat. Elle survient pourtant après des résultats économiques et sociaux relativement favorables : la croissance a atteint 3,4 % en 2024 et 2,3 % en 2025 ; le PIB progressait encore de 2 % sur un an au deuxième trimestre 2026. L'inflation, à environ 4,6 % sur douze mois en septembre, restait supérieure à la cible de 3 %, mais demeurait contenue. En 2024, la pauvreté est tombée à

23,1 %, son niveau le plus bas dans la série citée par le FMI, et le Brésil est sorti de la Carte de la faim des Nations unies en 2025 [8].

Les transferts sociaux et le soutien budgétaire ont contribué à ces progrès. Le FMI estime que le soutien budgétaire cumulé depuis la pandémie a relevé le niveau du PIB d'environ 2 % en 2025. Mais de bons indicateurs nationaux ne garantissent pas que les ménages ressentent une amélioration de leur pouvoir d'achat, de leur sécurité ou des services publics. En septembre, 43 % des personnes interrogées jugeaient l'action du gouvernement mauvaise ou très mauvaise, contre 33 % qui la jugeaient bonne ou très bonne.

Le débat budgétaire est souvent ramené à un arbitrage entre dépense sociale et dette publique : le soutien budgétaire a contribué à l'activité et à la réduction de la pauvreté mais le coût des intérêts pèse lourdement sur le solde public. Dans ses projections pour 2026, le FMI estime le déficit nominal des administrations publiques à environ 8 % du PIB, alors que le déficit primaire n'en représente qu'environ 0,2 %[9]. L'essentiel de l'écart tient donc aux intérêts de la dette.

La répartition des dépenses mérite aussi un examen collectif. Le budget fédéral est très rigide : près de 90 % des dépenses primaires sont obligatoires et moins de 10 % discrétionnaires. Les quelque 61 milliards de reais d'amendements parlementaires [10] représentent environ 0,45 % du PIB prévu pour 2026. Les dépenses du pouvoir judiciaire ont atteint 164,6 milliards de reais en 2025, soit environ 1,3 % du PIB de cette année-là[11]. Enfin, les renonciations fiscales et subventions aux entreprises, estimées à près de 795 milliards de reais, équivalent à environ 5,9 % du PIB prévu pour 2026. Ces postes sont de nature différente et ne sont pas tous immédiatement réductibles ; ils montrent néanmoins que l'effort d'économie budgétaire ne peut être discuté comme s'il ne concernait que les dépenses sociales[12].

Comme dans le débat français, la dette et la réaction des marchés tendent à imposer l'ajustement comme une urgence, parfois au prix d'une compression brutale des dépenses utiles. Une autre voie consiste à rechercher un compromis : protéger les programmes sociaux, ré-évaluer les dépenses fiscales et les subventions, et associer à l'effort les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Lula a choisi de poursuivre le soutien social ; la question est de le rendre compatible avec une trajectoire budgétaire crédible et une croissance durable. La victoire électorale a surmonté les réserves d'une partie des électeurs, mais elle n'a pas résolu cette tension.

5. La mobilisation exceptionnelle : qui s'est mobilisé, où et dans quelle mesure ?

La remontée de Lula a reposé sur une mobilisation dans les rues, sur les réseaux et dans les urnes. Des étudiants et des mouvements sociaux ont organisé des manifestations dans plusieurs dizaines de villes. Sur WhatsApp, le canal « Exército do Lula » a dépassé les 10 millions d'abonnés dans les derniers jours de campagne. Cette dynamique a ciblé des électeurs qui pouvaient faire basculer un scrutin serré, notamment les jeunes et les personnes peu susceptibles de voter.

Les enquêtes de la dernière semaine avant le scrutin dessinaient plusieurs points d'appui pour Lula. Le Datafolha lui attribuait 54 % des intentions de vote chez les 16-24 ans, 54 % chez les femmes et 60 % chez les électeurs les plus pauvres, contre respectivement 46 %, 46 % et 40 % à Flávio. Chez les personnes âgées, la Quaest donnait Lula à 48 %, contre 42 % à son adversaire. Les plus de 60 ans représentent près d'un quart de l'électorat ; parmi les plus de 70 ans, environ la moitié s'était abstenue au premier tour.

La mobilisation n'a pas été exclusivement dans le bastion de Lula du Nord-Est où il a obtenu environ 69 % des suffrages valides. Il a aussi eu 47 % dans le Sudeste et 37 % dans le Sud. Et c'est, le Sudeste lui a apporté le plus grand gain absolu : 4,8 millions de voix, contre près de 3 millions dans le Nordeste. La participation a progressé dans les trois régions : d'environ 82 % à 84 % dans le Nordeste, de 77 % à 80 % dans le Sudeste et de 80 % à 82 % dans le Sud. Le Nordeste, déjà moins abstentionniste au premier tour, a conservé la participation la plus élevée ; le Sudeste a fourni le plus grand volume de voix nouvelles à Lula[13].

Mais qu'est-ce qui a rapproché ces électeurs ? Les enquêtes citent d'abord la protection sociale parmi les motivations des électeurs de Lula ; chez les jeunes qui le soutenaient, les valeurs, l'idéologie et la démocratie étaient plus souvent mentionnées[14]. Des entretiens avec des électeurs indécis ont aussi fait apparaître la crainte de perdre des droits et de voir le pouvoir se concentrer entre les mains de Flávio.

Le premier tour a pu transformer cette inquiétude en alerte concrète. Flávio était arrivé en tête ; un Congrès à dominante très conservatrice était déjà en place. Une présidence Bolsonaro aurait donc associé le contrôle de l'exécutif à une forte capacité d'action au Congrès et à une influence durable sur la Cour Supreme (le STF) : les juges sont nommés par le président, après approbation du Sénat. Le risque perçu d'un déséquilibre institutionnel majeur si Bolsonaro était élu a probablement contribué au réveil électoral[15].

6. La portée de la victoire pour le Brésil, l'Amérique latine et le monde

La portée première de la victoire de Lula est de montrer que les forces populaires et démocratiques peuvent battre la vague

d'extrême droite dans les urnes sans adopter, même implicitement, son discours ni ses thèmes. Il n'était pas nécessaire de renoncer à la justice sociale, à la diversité, à l'État de droit ou aux libertés pour l'emporter. Cela ne signifie pas éluder les inquiétudes sur la sécurité ou le pouvoir d'achat : il s'agit d'y répondre sans reprendre les solutions autoritaires de l'extrême droite.

Le départ de Flávio Bolsonaro pour les États-Unis, après sa défaite et malgré l'ordre judiciaire de remettre ses passeports, donne à voir la vacuité du personnage : le patriotisme qu'il proclame s'efface devant son refus de se soumettre à une décision des institutions brésiliennes et d'assumer le verdict des urnes[16]. Il est visé par plusieurs enquêtes ; l'une porte sur des soupçons de corruption, de blanchiment et d'évasion de devises, qu'il conteste. La loi doit s'appliquer à tous, sans préjuger de l'issue de ces procédures. Ce départ rappelle que la victoire de Lula n'efface pas le danger : la défense de l'État de droit reste un travail politique de chaque jour.

Cette victoire se détache dans une Amérique latine où les droites ont récemment remporté des élections en Argentine, en Équateur, au Chili, en Bolivie, au Pérou et en Colombie. Selon un décompte du Peace Research Institute Frankfurt (PRIF), des candidats de droite ont gagné 13 des 17 élections présidentielles tenues dans la région depuis 2023. Les trajectoires diffèrent — droite conservatrice, populisme, droite radicale — et le Mexique, l'Uruguay ou le Guatemala constituent d'autres contre-exemples. Mais le résultat brésilien répond à ce fatalisme : cette dynamique régionale n'est pas irrésistible.

Au Brésil même, la victoire n'efface ni la division du pays ni la force de la droite : Flávio Bolsonaro a obtenu 48 % des suffrages valides, et le Congrès reste à dominante conservatrice. Lula devra donc élargir ses soutiens, gouverner pour ceux qui n'ont pas voté pour lui et montrer que la

démocratie peut répondre aux urgences sociales et économiques.

Pour le monde, le scrutin brésilien réfute l'idée que les plateformes, les pressions extérieures et la banalisation de l'autoritarisme rendent la victoire démocratique impossible. Pour reprendre un exemple historique, une République de Weimar en crise ne conduit pas nécessairement à la prise du pouvoir par un Hitler. L'optimisme de la volonté prend ici un sens concret : résister sans imiter l'adversaire, mobiliser sans renier ses valeurs et convaincre qu'une autre voie peut gouverner.

Conclusion : une victoire et un choix historique

Lula est déjà entré dans l'histoire : sa réélection, après être arrivé derrière Flávio Bolsonaro au premier tour, constitue une première dans la démocratie brésilienne. Mais une autre étape s'ouvre. La grandeur de son quatrième mandat se mesurera à sa capacité à donner à cette victoire une portée plus haute : écouter ceux qui n'ont pas voté pour lui, réunir un pays divisé, protéger les institutions et poursuivre la justice sociale tout en assurant une voie de développement durable et soutenable avec la transition écologique.

En gouvernant pour tous, Lula pourrait ouvrir au Brésil une « ère Mandela » : faire de la victoire démocratique le point de départ d'une réconciliation sans renoncement aux principes. Il offrirait ainsi au monde un exemple précieux, celui d'une mobilisation capable de résister à l'extrême droite et de rendre l'espoir politiquement et économiquement crédible.

« *Tout semble impossible jusqu'à ce que ce soit fait.* »

Notes

① https://www.tse.jus.br/comunicacao/noticias/2026/Outubro/presidente-do-tse-anuncia-reeleicao-de-lula-e-faz-balanco-do-2o-turno-das-eleicoes-2026

② www1.folha.uol.com.br

③ https://www.v-dem.net/documents/75/V-Dem_Institute_Democracy_Report_2026_lowres.pdf

④ https://www.cfr.org/articles/latin-american-politics-are-shifting-to-the-right-whats-driving-this-trend

⑤ https://www.brookings.edu/articles/crime-and-security-take-center-stage-in-brazils-election/

⑥ https://www.marketscreener.com/news/us-tariffs-shake-up-brazil-s-presidential-race-as-candidates-trade-blame-ce7f5ed3da8af022

⑦ https://www.streetinsider.com/Reuters/Meta%2Bemployees%2Bsaid%2BLulas%2Baccounts%2Bwere%2Bhindered%2Bduring%2BBrazil%2Belection%2C%C2%A0Folha%2Breports/27196964.html

⑧ https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2026/191/article-A001-en.xml

⑨ https://www.imf.org/en/news/articles/2026/07/23/pr26257-brazil-imf-executive-board-concludes-2026-article-iv-consultation

⑩ Les amendements parlementaires existent dans d'autres démocraties, mais le dispositif brésilien est sans équivalent parmi les pays étudiés : une comparaison portant sur le Brésil et onze pays de l'OCDE conclut que le Brésil est le seul où l'exécutif doit

réserver par avance une part du budget aux amendements des parlementaires, des commissions et des groupes d'élus. Ceux-ci représentent environ 24 % des dépenses discrétionnaires, contre 10 % au plus dans les autres pays comparés : un pouvoir d'affectation des fonds publics exceptionnel, qui peut fonctionner comme un « chèque en blanc » politique, sans constituer pour autant une autorisation de dépenses personnelles.

⑪ Une comparaison internationale du Trésor brésilien, portant sur 50 pays et utilisant les données disponibles pour 2022, situait déjà les dépenses des tribunaux au Brésil à 1,33 % du PIB, contre 0,3 % en moyenne ; seul le Salvador dépensait davantage. L'écart apparaît aussi dans les rémunérations. Une étude comparant les magistrats brésiliens à ceux de dix autres pays, dont plusieurs membres de l'OCDE, conclut qu'après ajustement au pouvoir d'achat, la rémunération médiane au Brésil dépasse le maximum observé dans sept pays de l'échantillon. Les *penduricalhos* — primes et indemnités qui peuvent s'ajouter au salaire — contribuent à ce niveau : les tribunaux des États et du District fédéral ont versé au moins 10,7 milliards de reais au-dessus du plafond constitutionnel en 2025.

⑫ https://www.camara.leg.br/noticias/1246912-consultoria-de-orcamento-publica-raio-x-da-lei-orcamentaria-2026-apos-vetos-presidenciais

⑬ https://nopolitica.com.br/noticias/2o-turno-para-presidente-resultado-oficial

⑭ https://datafolha.folha.uol.com.br/eleicoes/2026/10/eleitores-de-flavio-votam-por-mudanca-41-e-rejeicao-ao-adversario-31-e-os-de-lula-por-protecao-social-48.shtml

⑮ https://apnews.com/article/brazil-congress-right-wing-explainer-changes-9e4303e35febb01cb7dce86a4d589dc7

⑯ https://agenciabrasil.ebc.com.br/en/politica/noticia/2026-10/flavio-bolsonaro-fled-us-reuters-reports